



La direction nous ment,

Le gouvernement se cache, Les salariés se révoltent

N° 31-2015 - Roissy, Octobre 2015

Ce jeudi 22 octobre fut une journée particulièrement mouvementée à Air France et dans les rues françaises. Des manifestations de soutien aux salariés Air France ont été organisées à travers tout le pays, jusque devant la préfecture du Loir et Cher. Des manifestations de salariés Air France soutenues par une solidarité incroyable du monde du travail ont eu lieu à Strasbourg, Bordeaux, Marseille, Toulouse, Montpellier, Nantes, Clermont-Ferrand...

L'intersyndicale centrale Air France appelait de son côté à une journée de mobilisation avec un rassemblement à Paris devant l'Assemblée Nationale, pour interpeller de très près le pouvoir politique qui est une des clés dans la situation d'Air France.

Lors de la manifestation, une délégation de l'intersyndicale a été reçue par une vingtaine de députés qui ont pu constater que TOUS les syndicats présents portaient la même analyse de la situation. Ils/elles sont conscients de l'absence de dialogue social, partagent notre analyse et s'engagent à la relayer auprès de leurs collègues députés. Ils/elles condamnent unanimement les propos pyromanes de Manuel Valls.

Dans le même temps, la direction avait une idée de génie puisque pour « mesures de sécurité », elle délocalisait la session du CCE à.....Paris, à 3 km de la manifestation des salariés, qui plus est dans les très beaux quartiers !

Malgré tous ses efforts de communication, la seule arme qu'il semble lui rester, la direction ne trompe plus personne. Le Pdg de l'entreprise est convoqué le 4 novembre prochain **devant 3 commissions parlementaires réunies pour l'occasion**, ce qui renforce le caractère de défiance des parlementaires vis-à-vis des dirigeants de l'entreprise et du groupe AFKL :

- La commission des affaires sociales
- La commission du développement durable
- La commission des transports

L'étau se resserre autour de la direction qui ne se remet JAMAIS en cause et qui continue de vouloir faire porter le chapeau aux organisations syndicales et aux salariés, reportant les difficultés d'Air France sur nos seules conditions salariales et sociales.

La communication d'Air France ou d'Air France-KLM est uniquement tournée vers l'extérieur, Alexandre de Juniac en a apporté une preuve supplémentaire le dimanche 18 octobre à midi sur RTL. En gros, ça donne : « *Je vous confirme qu'il y aura 1000 suppressions de postes en 2016* » puis, interrogé sur le détail par secteur des suppressions d'emploi : « *Par respect, ces informations seront données en premier aux organisations syndicales* ». Tout simplement hallucinant et irrespectueux au possible...

Nous en avons marre de découvrir via les médias à quelle sauce la direction et le gouvernement veulent nous manger. Est-ce le dialogue social vers lequel veulent nous ramener Messieurs Macron et Valls pour ne pas avoir à s'impliquer politiquement ?

Dans la même veine, la direction communique sur un CCE apaisé le 22 octobre. De notre côté, nous n'avons pas souvenir d'une session de CCE aussi tendue depuis très longtemps. La direction s'est fait attaquer de toutes parts sur son absence de stratégie autre que la casse de l'entreprise, sur le dialogue social au point mort et sur sa communication extérieure qui semble tout droit inspirée du conte d'Alice au pays des merveilles...

De plus, et c'est historique, un Droit d'Alerte a été voté à l'unanimité par les élus syndicaux de la session. La direction va donc devoir répondre à des questions très précises sur l'état de l'entreprise et sur sa stratégie pour le moins illisible (on vire 2900 emplois pour mieux embaucher dans 2 ans !). C'est un camouflet de plus pour l'arrogance des dirigeants de l'entreprise et tout spécialement du groupe.

Une manifestation parisienne en forme de gros succès populaire

Ce rassemblement de salariés, soutenu par de nombreux syndicats, salariés et citoyens, est un fait marquant dans ce conflit qui nous oppose à la direction et au gouvernement. La convivialité était au rendez-vous, la détermination également !

Les près de 10 000 salariés réunis ne sont pas tombés dans le piège de la provocation d'Air France, ils n'ont pas marché vers le lieu où se tenait le CCE. Ils sont restés devant l'Assemblée Nationale, refusant de fournir des arguments aux médias qui se seraient fait un plaisir d'entretenir cette image de voyous que Valls en personne nous a collé au lendemain du CCE du 5 octobre.

Le 6 octobre au matin, nous attendions le premier ministre mais nous n'avons vu que l'ancien ministre de l'intérieur, venu au siège d'Air France pour soutenir la direction et stigmatiser « *la violence criminelle* » des salariés, sans le moindre mot sur les 2900 suppressions d'emplois.

La fracture se creuse de jour en jour entre les salariés et le duo gouvernement/direction AF. En revanche, nos cœurs sont emplis de gratitude en constatant le soutien quasi unanime dont nous bénéficions dans le monde du travail.

A toutes celles et tous ceux qui nous ont témoigné leur soutien en manifestant à nos côtés, en manifestant dans leur ville par solidarité vis-à-vis de nous, en faisant vivre la solidarité financière pour nos collègues incriminés et jugés par avance par Valls et Macron : **ON VOUS ADRESSE UN GRAND MERCI FRATERNEL, EMU ET DÉTERMINÉ !**

Que cette France qui travaille et qui produit les richesses est belle quand elle est rebelle !

Ce soutien nous porte et nous pousse à rester déterminés et à ne rien lâcher pour l'avenir d'Air France et de ses salariés. Et si une voie s'ouvre pour d'autres salariés en colère, tant mieux !

Curieusement, la presse ne relaie quasiment pas la grosse manifestation des salariés, pas plus que les rassemblements de soutien dans toute la France. Et encore moins le droit d'alerte voté lors de la session de CCE. **La morale est cruelle : si vous voulez qu'on parle de vos problèmes sociaux, il vous faudra arracher d'autres chemises sinon vous n'existerez pas médiatiquement, vous pourrez crever en silence pour ne pas gêner nos dirigeants politiques en (ré)élection...**

Nous ne baisserons pas le volume de la contestation, nos voix ne tairont pas l'inadmissible.

Dernière minute : une intersyndicale aura lieu mardi 27 octobre pour faire bilan du 22 et tracer des perspectives

ON LÂCHE RIEN !

Je me syndique en ligne sur
cgtairfrance.com
Tél. : 01 41 56 04 08/11 - Fax : 01 41 56 04 19 - courriel : contact@cgtairfrance.com

